

fois de plus, comme cela s'était produit lors des dernières réunions de cette nature, seulement deux des puissances nucléaires de la CCD -- les États-Unis et le Royaume-Uni -- y ont participé; il est décevant de constater que l'Union soviétique ait maintenu sa position de ne souscrire qu'à la promotion des échanges scientifiques dans le domaine de la télédétection sismique des essais d'armes nucléaires souterrains dans le cadre d'un Traité d'interdiction complète des essais. Bref, rien de ce qui s'est produit cette année à la CCD -- déclarations, documents de travail, participation aux discussions techniques -- n'a permis de déceler le moindre changement de position de la part de l'un quelconque des États qui se livrent à des essais nucléaires.

La question des essais nucléaires revêt une autre dimension. Il s'agit de la poursuite des essais nucléaires dans l'atmosphère par deux puissances nucléaires. Le danger que représentent les retombées radioactives à la suite de ces essais a suscité un vif sentiment d'inquiétude au sein de la population de nombreux pays, ce qui a provoqué des demandes pressantes de toutes les parties du monde pour qu'il soit mis fin en particulier à ce genre d'essais. Mon gouvernement fait de nouveau appel aux puissances nucléaires intéressées pour qu'elles redéfinissent leur position quant au traité d'interdiction partielle et qu'elles mettent fin à ce genre d'essais nucléaires particulièrement néfastes.

Disons donc que les États non dotés d'armements nucléaires ont fait tout leur possible au sein de la CCD et à l'extérieur du Comité pour obtenir qu'il soit mis fin aux essais. La solution dépend des puissances nucléaires. Trois d'entre elles ont affirmé à maintes reprises, à l'occasion du Traité d'interdiction partielle des essais, du Traité de non-prolifération et au cours de nombreuses déclarations, que leur objectif était la conclusion d'un accord sur la cessation de tous les essais d'armes nucléaires; nous osons croire que les puissances nucléaires ne s'engagent pas ainsi à la légère.

Dans une telle situation, un certain nombre de délégations, dont la mienne, estiment qu'en cette année du dixième anniversaire du Traité d'interdiction partielle des essais, l'Assemblée devrait faire front commun et accepter une résolution simple, mais ferme, réitérant dans les termes les plus clairs sa détermination de mettre fin partout à tous les essais nucléaires. Nous espérons, dans un proche avenir, nous joindre à bon nombre d'autres délégations pour présenter un projet de résolution à cette fin. Notre message n'est évidemment pas nouveau, mais nous tenons à rappeler aux puissances nucléaires notre ferme et indéfectible espoir qu'elles prendront des mesures pour mettre fin à la course aux armements nucléaires.